



Pour une vraie démocratie, la mise en place d'une autorité indépendante chargée des enquêtes relatives aux violences policières !

Nous constatons depuis quelques années un durcissement inquiétant de la doctrine du maintien de l'ordre et une généralisation de la violence policière.

Au-delà du contingent de mutilations qui accompagne désormais chaque mobilisation, on ne compte plus les actes mineurs d'insultes, de violences ou d'humiliations gratuites qui sont caractéristiques d'une police qui s'affranchit toujours plus des règles de l'État de droit. Cette dérive est le fait de ce gouvernement.

Récemment, l'affaire de **STEVE**, ce jeune homme disparu le 21 juin dernier à Nantes, a été retrouvé décédé le 29 juillet. En effet, lors de la soirée de la fête de la musique, plusieurs personnes ont été contraintes de se jeter dans l'eau suite à une intervention très violente de la part des forces de l'ordre avec une utilisation sans discernement des gaz lacrymogènes et des grenades de désencerclement. Le rapport de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN), sorti le jour même de la découverte du corps de Steve, et ses conclusions selon lesquelles « *Il ne peut être établi de lien entre l'intervention de police et la disparition* » laissent pour le moins interrogatif devant ce simulacre d'enquête.

Le collectif Oise « LIBERTE D'EXPRESSION » dénonce, une fois de plus, les conditions d'intervention des forces de l'ordre démontrant que le pouvoir choisit la répression comme méthode face aux contestations ou événements de toutes sortes qu'ils soient revendicatifs ou simplement festifs.

L'IGPN est saisie de centaines de plaintes depuis de nombreux mois sans qu'il y ait de suite, ce qui démontre que cette institution rattachée au ministère de l'Intérieur n'est plus crédible. Etant à la fois juge et partie, l'IGPN ne peut, par sa fonction même, que mettre à mal la confiance que la société devrait avoir en la police.

La nécessité d'une autorité indépendante, comme cela existe dans la plupart des pays européens, devient une évidence car cela pose la question du lien de confiance entre les forces de l'ordre et les citoyens, socle fondamental de notre démocratie.

AOUT 2019

COLLECTIF OISE DE LA LIBERTE D'EXPRESSION : ldh.beauvais@ldh-france.org

LIGUE DES DROITS DE L'HOMME BEAUVAIS, ANACR-OISE, ATTAC OISE, CERCLE CONDORCET OISE, LIBRE PENSÉE OISE, SOLIDARITE MGRANTS BEAUVAIS, AFPS BEAUVAIS, FSU OISE, CGT EDUC'ACTION OISE, LE JOURNAL LE CHAHUT, LES AMIS DU MONDE DIPLOMATIQUE DE L'OISE, PCF OISE, LA FRANCE INSOUmise DU BEAUVAISIS, GENERATION.S BEAUVAIS,...